

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 66

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte II della 53^a Sessione ordinaria
(Parigi, 3-5 dicembre 2007)

Raccomandazione n. 808 (*)

Il futuro della non proliferazione nucleare

Annunziata il 29 aprile 2008

L'ASSEMBLÉE,

(i) Prenant acte d'un certain nombre d'initiatives émanant de personnalités de haut rang, d'organisations non gouvernementales et de groupes de pays, en faveur de l'élimination totale des armes nucléaires;

(ii) Respectant la valeur visionnaire de ces propositions, mais rappelant néanmoins que le monde ne pourra être débarrassé des armes nucléaires, si tant est que ce soit possible, qu'à la suite de profonds changements dans l'environnement sécuritaire international, et que cette

élimination ne peut donc être qu'un objectif à long terme;

(iii) Rappelant qu'actuellement, seuls les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies plus l'Inde, le Pakistan et Israël sont persuadés de la nécessité de s'appuyer sur les armes nucléaires pour assurer leur sécurité, que le Belarus, le Kazakhstan et l'Ukraine ont renoncé aux armes nucléaires que leur avait léguées l'Union soviétique, et qu'un certain nombre de pays possèdent une capacité nucléaire qui pourrait déboucher sur le développement d'armes, mais qu'ils ont soit abandonné leur programme nucléaire militaire, soit n'ont jamais eu l'intention de s'engager dans cette voie;

(*) Adoptée par l'Assemblée le 3 décembre 2007 lors de sa 6^{ème} séance plénière, sur la base du projet de recommandation amendé.

(iv) Préoccupée par le nombre d'armes nucléaires toujours maintenues en état d'alerte et prêtes à être lancées par la Russie et les Etats-Unis;

(v) Considérant que plus il y aura d'armes nucléaires déployées, y compris les armes américaines qui se trouvent dans les pays européens de l'OTAN, plus il y aura des risques d'accidents, de vols d'armes ou de détournement de matière fissile;

(vi) Considérant qu'à moins que les Etats dotés de l'arme nucléaire diminuent leur dépendance à l'égard de la dissuasion nucléaire, d'autres pays seront tentés de développer ou d'acquérir des armes nucléaires, ce qui aura des retombées profondément néfastes sur l'endiguement de la prolifération nucléaire;

(vii) Rappelant l'élaboration et l'adoption, par le Conseil de l'UEO, de la « Plate-forme sur les intérêts européens en matière de sécurité » — appelée également « Plate-forme de La Haye » — et du document intitulé « La sécurité européenne: un concept commun des 27 pays de l'UEO, qui comportent des réflexions fondamentales sur le rôle joué par les armes nucléaires de deux Etats membres de l'UEO/UE vis-à-vis de la sécurité européenne, alors que le rôle de la dissuasion nucléaire n'est pas abordé par la Stratégie européenne de sécurité;

(viii) Persuadée que si une arme nucléaire tombe entre les mains d'un groupe terroriste, ceci constituera la menace la plus effrayante qui soit pour notre sécurité ;

(ix) Considérant néanmoins qu'une attaque terroriste radiologique est plus probable et pourrait aussi avoir des conséquences désastreuses;

(x) Notant l'intérêt croissant pour la technologie nucléaire civile à des fins de production énergétique, et rappelant que la dissémination prévue à l'échelle mondiale des réacteurs nucléaires et des transports de combustibles nucléaires aura pour résultat d'accroître les risques de prolifération;

(xi) Saluant un certain nombre d'initiatives innovantes en vue de contrôler les transferts de technologie et le commerce des matières nucléaires, de réduire le financement des exportations illégales de ces matières et d'assurer la sécurité des sites et matières nucléaires;

(xii) Convaincue cependant que ces mesures sont insuffisantes pour faire face aux risques présentés par les armes nucléaires elles-mêmes ou par l'appropriation de matières nucléaires par des groupes terroristes dont les plus dangereux sont ceux qui s'emploient activement à mettre la main sur des armes de destruction massive afin de provoquer le plus de dégâts possibles;

(xiii) Persuadée en conséquence qu'il est nécessaire d'entamer un processus politique débouchant sur une diminution significative du nombre d'armes nucléaires déployées, sur un redoublement des efforts internationaux pour prévenir la prolifération, sur l'élévation des niveaux de sécurité pour les installations nucléaires et sur l'instauration d'un système d'approvisionnement en combustible pour la production d'énergie nucléaire supervisé par la communauté internationale;

Sur le Traité de non-prolifération nucléaire (NPT) et le désarmement

(xiv) Rappelant que le Traité de non-prolifération — pierre angulaire du système international de non-prolifération — et les obligations qu'il contient risquent de perdre leur crédibilité si certains pays, poursuivant leurs objectifs militaires propres, abusent de la protection accordée par celui-ci aux activités nucléaires civiles;

(xv) Estimant par conséquent que des mesures restrictives concernant la coopération nucléaire devraient être appliquées à tout pays se retirant du Traité;

(xvi) Notant que lors de la conclusion du Traité de non-prolifération, la possibilité d'un large accès à des technologies nucléaires comme l'enrichissement de l'uranium ou le retraitement du plutonium

n'était pas prévue et qu'en conséquence, un nouveau consensus est nécessaire sur la manière de gérer le risque de prolifération que font peser les technologies dont l'utilisation n'est pas interdite par le Traité;

(xvii) Rappelant que toutes les parties au traité, y compris les Etats dotés de l'arme nucléaire, se sont engagées à poursuivre les négociations en vue d'aboutir à un désarmement général et complet;

(xviii) Convaincue que le caractère discriminatoire du traité qui distingue Etats dotés et Etats non dotés de l'arme nucléaire ne pourra être conservé qu'à la suite d'un effort sérieux et significatif de désarmement et que si tel n'est pas le cas, il sera très difficile d'introduire de nouveaux éléments discriminatoires, comme l'accès réglementé au combustible nucléaire, dans le régime international de non-prolifération;

(xix) Persuadée que l'issue de la première réunion préparatoire de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération en 2010 permet une certaine dose d'optimisme quant à la volonté d'éviter un échec similaire à celui subi en 2005;

(xx) Se félicitant du travail accompli par le Comité 1540 du Conseil de sécurité des Nations unies et rappelant l'obligation de tous les pays d'empêcher que leur territoire serve à des activités de prolifération;

(xxi) Rappelant que la maîtrise de la prolifération des armes nucléaires, de leurs vecteurs et des matières connexes requiert un éventail complet de mesures nationales et internationales profitant des compétences combinées des services de police, de renseignement et diplomatiques, de l'industrie, du commerce et du secteur militaire;

(xxii) Se félicitant du fait qu'au début de 2008, l'UE accueille à Bruxelles une Conférence internationale sur la non-prolifération qui étudiera les questions essentielles relatives à l'avenir du régime de non-prolifération;

(xxiii) Considérant comme crucial l'achèvement du processus de ratification du Traité sur l'interdiction totale des essais nucléaires;

Sur la défense antimissile;

(xxiv) Notant la position de la Russie qui estime que la poursuite par les Etats-Unis d'un programme de défense antimissile et le déploiement par ces derniers d'installations de défense antimissile à proximité de ses frontières remet en cause l'équilibre stratégique entre les deux pays et accroît le risque d'une reprise de la course aux armements, tout en prenant également note de l'offre de coopération faite par la Russie;

(xxv) Convaincue qu'un effort concerté pour détecter des activités balistiques au Moyen-Orient pourrait être le point de départ d'une gestion multilatérale d'ensemble de la menace posée par la prolifération des missiles balistiques;

Sur la Corée du Nord

(xxvi) Se félicitant de l'annonce par le gouvernement de la Corée du Nord de son intention de démanteler les installations nucléaires du pays, tout en rappelant que même si cet objectif est à la fois ambitieux et coûteux quant à sa mise en oeuvre, le prix serait beaucoup plus élevé si la Corée du Nord continuait à ne pas respecter ses obligations;

(xxvii) Rappelant que l'engagement de la communauté internationale est également nécessaire s'agissant des activités de prolifération de la technologie balistique de la Corée du Nord;

(xxviii) Convaincue que la réussite de l'application de l'accord avec la Corée du Nord créera un heureux précédent pour ramener les pays non respectueux dans le giron du régime de nonprolifération;

Sur l'Iran

(xxix) Se félicitant que le Haut représentant de l'UE, Javier Solana, après avoir été simplement associé au processus 3+3,

ait réussi à élargir son rôle et à devenir le porte-parole des six pays impliqués et rappelant qu'il bénéficie également du soutien plein et entier de la Russie, de la Chine et des Etats-Unis dans les négociations en cours avec l'Iran sur son programme nucléaire;

(xxx) Se félicitant de l'Accord conclu en août 2007 entre l'Iran et le Directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) visant à rendre totalement transparentes les activités nucléaires passées du pays;

(xxxi) Convaincue que le rapport de l'Agence sur les activités nucléaires passées de l'Iran et sur le respect de l'Accord par ce pays doit être examiné avant l'application de nouvelles sanctions;

(xxxii) Rappelant néanmoins que des doutes sérieux subsistent sur le caractère civil du programme nucléaire de l'Iran et sur les intentions du pays;

(xxxiii) Considérant qu'en principe, tout Etat signataire respectueux du Traité de non-prolifération a le droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, y compris par le recours aux technologies connexes, mais que tout comportement irrespectueux de sa part, passé ou présent, donne matière à exiger des garanties supplémentaires sur les objectifs pacifiques de ses activités nucléaires;

(xxxiv) Persuadée de la nécessité, pour éviter un risque d'escalade de la crise actuelle, d'explorer les moyens autres que la suspension des activités d'enrichissement de l'Iran qui pourraient servir de preuve vérifiable du caractère pacifique de son programme nucléaire;

(xxxv) Convaincue que toute solution aux difficultés que présente le contrôle et la supervision des activités nucléaires de l'Iran implique également, dans un délai très court, de jeter les bases d'un nouveau système international régissant l'approvisionnement en combustible nucléaire pour la production d'énergie civile;

(xxxvi) Convaincue que si l'Iran arrive à fabriquer des armes nucléaires, l'équilibre stratégique au Moyen-Orient risque d'être gravement compromis, ce qui conduira à la prolifération des armes nucléaires et à une plus grande insécurité dans la région tout entière;

(xxxvii) Profondément préoccupée par le peu de temps qui reste sans doute pour empêcher l'Iran d'user la patience d'Israël et des Etats-Unis et par la probabilité de plus en plus grande d'une intervention militaire,

**RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER
LES PAYS DE L'UEO EN TANT QUE
MEMBRES ACTUELS OU FUTURS DE
L'UNION EUROPÉENNE A:**

1. Rester pleinement attachés au processus d'examen du Traité de non-prolifération et en particulier:

rechercher un accord sur un ensemble complet de mesures contre la prolifération d'origine étatique et non étatique,

renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le trafic illicite de matières nucléaires,

améliorer l'assistance accordée aux pays dans leur lutte contre la prolifération et,

oeuvrer en faveur d'un contrôle international de l'accès au combustible nucléaire destiné à la production énergétique;

2. Lancer, une fois connus les résultats de la Conférence de l'UE sur la non-prolifération qui doit se tenir au début de 2008, des conférences et des débats publics sur les enjeux cruciaux de la nonprolifération et du désarmement afin d'augmenter la pression de l'opinion en vue d'obtenir des avancées substantielles lors des négociations sur le Traité de réduction des matières fissiles, sur la ratification du Traité sur l'interdiction totale des essais nucléaires et sur la conférence d'examen du Traité de non-prolifération;

3. Intensifier les efforts pour renforcer le Comité 1540 du Conseil de sécurité des Nations unies, y compris par la mise en place d'un groupe composé d'experts internationaux et de personnalités éminentes pour examiner le non-respect du régime de non-prolifération, afin de développer la prise de conscience en la matière et de mettre en avant cette question dans tous les Etats membres des Nations unies, tout en renforçant la légitimité des mesures prises pour lutter contre tout comportement irrespectueux;

4. Soutenir le Haut représentant des Nations unies pour le désarmement, nouvellement désigné, qui doit rendre compte au Conseil de sécurité des Nations unies et l'encourager à coordonner les efforts internationaux en matière de non-prolifération, faire des suggestions en faveur du désarmement et contribuer à l'amélioration de la culture sécuritaire dans son ensemble dans les Etats membres des Nations unies;

5. Rechercher un rôle pour l'UE dans la mise en oeuvre de l'accord sur le démantèlement des installations nucléaires

de la Corée du Nord compte tenu de l'importance vitale, pour les futurs efforts tendant à la non-prolifération nucléaire d'un retour réussi des pays non respectueux dans le giron du Traité de non-prolifération;

6. Encourager le Haut représentant de l'UE, Javier Solana, à réfléchir à de nouveaux moyens de convaincre l'Iran de modifier son programme d'enrichissement afin de permettre aux inspecteurs de l'AIEA de superviser et de vérifier la nature pacifique des activités nucléaires de ce pays;

7. Encourager les discussions entre les 27 membres de l'UE sur l'importance des forces nucléaires de dissuasion de la France et du Royaume-Uni pour la sécurité de l'Europe;

8. Suivre de près le processus de « Revyavik II » et le plan Hoover visant à mettre en oeuvre des recommandations politiques axées sur la réduction significative des arsenaux nucléaires et encourager toutes les mesures nécessaires en vue de la réalisation de l'objectif à long terme d'un monde exempt d'armes nucléaires.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 808 (*)

Il futuro della non proliferazione nucleare

L'Assemblea,

(i) preso atto di una serie di iniziative da parte di personalità di alto livello, organizzazioni non governative e gruppi di paesi che chiedono l'eliminazione totale delle armi nucleari;

(ii) rispettando il valore ideale di una proposta del genere, ma ricordando tuttavia che la liberazione del mondo dalle armi nucleari potrà solamente scaturire, qualora accada, da cambiamenti profondi nel quadro della sicurezza internazionale e deve pertanto essere considerato un obiettivo di lungo periodo;

(iii) ricordando che attualmente solo i cinque membri permanenti del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite assieme a India, Pakistan e a Israele sono convinti della necessità di fare affidamento sulle armi nucleari per garantire la propria sicurezza; che Bielorussia, Kazakistan e Ucraina hanno consegnato le armi nucleari ereditate dall'Unione Sovietica e che alcuni Paesi possiedono una capacità nucleare che potrebbe condurre allo sviluppo di armi ma hanno rinunciato al loro programma nucleare militare o non hanno mai inteso avviarne alcuno;

(iv) preoccupata dal numero di armi nucleari che Stati Uniti e Russia ancora mantengono in stato di allerta;

(v) considerato che più è elevato il numero di armi nucleari che restano posizionate, tra cui le armi americane in postazioni avanzate nei Paesi europei membri della NATO, più è probabile che si verifichino incidenti, o che le armi vengano rubate o che del materiale fissile venga dirottato;

(vi) considerato che a meno che gli Stati dotati di armi nucleari non riducano il loro affidamento sul deterrente nucleare, altri Paesi saranno tentati di sviluppare o di dotarsi autonomamente di armi nucleari, comportando gravi conseguenze negative per il contenimento della proliferazione nucleare;

(vii) richiamando l'elaborazione e l'adozione, da parte del Consiglio della UEO, della « Piattaforma sugli interessi europei in materia di sicurezza » — chiamata anche « Piattaforma dell'Aia » — e del documento intitolato « La sicurezza europea: una concezione comune per i 27 paesi della UEO » che includono riflessioni fondamentali sul ruolo svolto dalle armi nucleari di due paesi membri della UEO/UE rispetto alla sicurezza europea, mentre il ruolo del deterrente nucleare non è affrontato dalla Strategia europea di sicurezza;

(*) Adottata dall'Assemblea nel corso della sesta seduta, il 3 dicembre 2007.

(viii) ritenendo che un'arma nucleare nelle mani di un gruppo terroristico sia la minaccia più spaventosa per la nostra sicurezza;

(ix) considerato che un attacco terroristico radioattivo è tuttavia più probabile e che potrebbe anch'esso avere conseguenze devastanti;

(x) notando l'interesse sempre maggiore rivolto alla tecnologia nucleare civile per la produzione di energia e ricordando che la preannunciata diffusione globale di reattori ad energia nucleare ed il trasporto di combustibili nucleari avrà la conseguenza di moltiplicare i rischi di proliferazione;

(xi) rallegrandosi per una serie di iniziative innovative finalizzate al controllo dei trasferimenti di tecnologia nucleare e del commercio di materiali nucleari e a limitare il finanziamento di esportazioni illecite di materiale nucleare, nonché per proteggere i siti ed i materiali nucleari;

(xii) convinta, tuttavia, che queste misure siano insufficienti per far fronte ai rischi che le armi nucleari stesse pongono o alla possibilità che i materiali nucleari finiscano nelle mani di gruppi terroristici, i più pericolosi dei quali stanno cercando attivamente di impadronirsi di armi di distruzione di massa per generare più danni possibili;

(xiii) consapevole, perciò, che è necessario avviare un processo politico che conduca ad una riduzione significativa del numero di armi nucleari posizionate, al raddoppiamento degli sforzi internazionali per impedire la proliferazione, al raggiungimento di livelli più elevati di sicurezza delle installazioni nucleari e alla istituzione di un sistema di fornitura di combustibile per la produzione di energia nucleare sorvegliato da autorità internazionali;

Sul Trattato di non proliferazione (TNP) e il disarmo

(xiv) ricordando che il TNP — pietra angolare del sistema di non proliferazione internazionale — e i suoi vincoli interni

rischiano di perdere credibilità se singoli Paesi, per i loro scopi militari, abusano della tutela che il TNP offre alle attività nucleari civili;

(xv) ritenendo conseguentemente che dovrebbero essere applicate misure restrittive riguardo la cooperazione nucleare a qualsiasi paese che si ritiri dal Trattato;

(xvi) notando che quando il Trattato fu istituito, il potenziale accesso diffuso alle tecnologie nucleari critiche quali l'arricchimento dell'uranio o il ritrattamento del plutonio non era previsto e che è pertanto necessario un nuovo consenso su come affrontare il rischio di proliferazione posto dalle tecnologie il cui utilizzo non è vietato dal Trattato;

(xvii) ricordando che tutti gli Stati firmatari del Trattato, inclusi quelli dotati di armi nucleari, si sono impegnati a portare avanti i negoziati in vista del completo e generale disarmo;

(xviii) convinta che il carattere discriminatorio del Trattato, che distingue tra Stati dotati di armi nucleari e Stati che non lo sono, può essere mantenuto solo se viene compiuto uno sforzo teso a un disarmo serio e significativo, e che in assenza di tale sforzo risulterà estremamente difficile introdurre nuovi elementi discriminatori, quali l'accesso regolato al combustibile nucleare, nel regime internazionale di non proliferazione;

(xix) persuasa che l'esito della prima riunione preparatoria per la conferenza di revisione del TNP nel 2010 lasci spazio ad un certo ottimismo riguardo la volontà di evitare un fallimento paragonabile a quello subito nel 2005;

(xx) rallegrandosi per l'operato della commissione sulla risoluzione 1540 del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite e ricordando il dovere di tutti i Paesi di impedire che il loro territorio venga utilizzato per attività di proliferazione;

(xxi) ricordando che il contenimento della proliferazione di armi nucleari e i loro mezzi di distribuzione e dei materiali con-

nessi richiede un'ampia serie di misure nazionali e internazionali desunte dalla combinazione delle competenze delle forze di polizia, dei servizi di informazione e sicurezza e di quelli diplomatici, dell'industria, del commercio e delle forze armate;

(xxii) rallegrandosi del fatto che all'inizio del 2008 l'UE ospiterà una conferenza a Bruxelles sulla non proliferazione internazionale che tratterà le questioni fondamentali relative al futuro del regime di non proliferazione;

(xxiii) considerato che è essenziale che il processo di ratifica del Trattato sulla messa al bando totale degli esperimenti nucleari (Comprehensive Test Ban Treaty – CTBT) sia completato;

Sulla difesa missilistica

(xxiv) preso atto della posizione della Russia secondo cui il perseguimento da parte degli Stati Uniti di un programma di difesa missilistica e il posizionamento americano di installazioni di difesa missilistica prossime al confine con la Russia mette in discussione l'equilibrio strategico raggiunto tra i due Paesi ed accresce il rischio di una rinnovata corsa agli armamenti, pur prendendo atto dell'offerta di cooperazione fatta dalla Russia;

(xxv) ritenendo che uno sforzo congiunto finalizzato a portare alla luce le attività missilistiche in Medio Oriente potrebbe costituire il punto di partenza di una gestione multilaterale onnicomprensiva della minaccia di proliferazione di missili balistici;

Sulla Corea del Nord

(xxvi) rallegrandosi dell'annuncio formulato dal governo nord coreano che smantellerà gli stabilimenti nucleari del Paese, ricordando allo stesso tempo che, sebbene l'obiettivo sia ambizioso e la sua messa in atto costosa, il prezzo di una

continua non ottemperanza nord coreana sarebbe ben più elevato;

(xxvii) ricordando che il coinvolgimento della comunità internazionale è necessario anche quando si tratta di far fronte alle attività di proliferazione della tecnologia missilistica nord coreana;

(xxviii) ritenendo che la corretta attuazione dell'accordo con la Corea del Nord rappresenti un precedente utile per riportare i Paesi non ottemperanti all'interno del regime del TNP;

Sull'Iran

(xxix) rallegrandosi del fatto che l'Alto Rappresentante dell'UE, Javier Solana, pur essendo solamente associato al processo 3+3, è riuscito ad ampliare il suo ruolo assumendo la carica di portavoce dei sei Paesi coinvolti e ricordando che può contare sul completo appoggio da parte di Russia, Cina e Stati Uniti nelle negoziazioni in corso con l'Iran, concernenti il programma nucleare di quest'ultimo;

(xxx) rallegrandosi per l'accordo, raggiunto nell'agosto 2007 tra l'Iran e il direttore dell'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica, volto a rendere completamente trasparenti le passate attività nucleari del Paese;

(xxxi) ritenendo che la relazione dell'Agenzia sulle attività nucleari iraniane del passato e l'ottemperanza di quel Paese a questo accordo debbano essere presi in considerazione prima di applicare ulteriori sanzioni;

(xxxii) Ricordando che ciononostante permangono forti dubbi sul carattere civile del programma nucleare iraniano e sulle intenzioni future dell'Iran;

(xxxiii) Considerando che, in linea di principio, ogni Stato firmatario e ottemperante al TNP ha il diritto di utilizzare l'energia nucleare per scopi pacifici, com-

presa l'applicazione delle tecnologie ad essa connesse, ma che, d'altro canto, qualsiasi comportamento non ottemperante, passato o attuale, determina la necessità di ulteriori rassicurazioni a proposito degli intenti pacifici delle sue attività nucleari;

(xxxiv) Persuasa dell'esigenza, al fine di scongiurare il pericolo di un aggravamento della crisi attuale, di cercare soluzioni alternative alla sospensione delle attività di arricchimento da parte dell'Iran che possano essere ritenute una prova verificabile del carattere pacifico del suo programma nucleare;

(xxxv) Convinta che qualsiasi soluzione alle difficoltà relative alla supervisione e alla verifica delle attività nucleari iraniane implichi altresì, in un arco di tempo estremamente limitato, l'istituzione di un nuovo sistema internazionale che regoli le forniture di combustibile nucleare per la produzione di energia civile;

(xxxvi) Ritenendo che qualora l'Iran dovesse dotarsi di armi nucleari, l'equilibrio strategico del Medio Oriente ne risulterebbe gravemente compromesso, comportando la diffusione di tali armi nonché una crescente insicurezza all'interno dell'intera regione;

(xxxvii) Seriamente preoccupata che sia rimasto poco tempo prima che si esaurisca la pazienza di Israele e Stati Uniti nei confronti dell'Iran e che un intervento militare appaia ormai sempre più probabile,

RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO INVITI LE NAZIONI DELL'UEO, IN QUANTO MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A

1. continuare a impegnarsi appieno nel processo di riesame del Trattato di non proliferazione delle armi nucleari (TNP), e in particolare a:

cercare un accordo su un ampio pacchetto di misure volte a contrastare la

proliferazione da parte di Stati e soggetti non statuali;

rafforzare la cooperazione internazionale per combattere il commercio illegale di materiale nucleare;

migliorare la qualità dell'assistenza ai Paesi nella lotta ai rischi di proliferazione e;

operare nella direzione di un controllo internazionale sull'accesso al combustibile nucleare destinato alla produzione di energia;

2. una volta che i risultati della conferenza dell'UE sulla non proliferazione, prevista per l'inizio del 2008, saranno resi noti, dar luogo a dibattiti pubblici e conferenze sugli argomenti cruciali in materia di non proliferazione e disarmo che contribuiscano ad incrementare la pressione pubblica al fine di aumentare considerevolmente il progresso sostanziale relativamente a: un Trattato sul divieto della produzione di materiale fissile, la ratifica del Trattato per la messa al bando totale degli esperimenti nucleari (CTBT, *Comprehensive Nuclear Test-Ban Treaty*) e il Trattato sulla non proliferazione (Conferenza per la revisione del TNP).

3. aumentare gli sforzi per rafforzare la commissione sulla risoluzione 1540 del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite, riunendo un gruppo di esperti e personalità importanti incaricato di analizzare i comportamenti inadempienti, al fine di sensibilizzare e accrescere l'interesse di tutti gli Stati membri delle Nazioni Unite per il tema della non proliferazione, rafforzare la legittimità delle misure contro i Paesi inottemperanti;

4. fornire sostegno al nuovo Alto Rappresentante per il disarmo delle Nazioni Unite, incaricato di informare il Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite, incoraggiandolo ad assumere un ruolo di coordinamento degli sforzi internazionali nell'ambito della non proliferazione, avanzando iniziative per il disarmo e contribuendo al miglioramento della cultura

sulla sicurezza globale tra gli Stati membri dell'ONU;

5. cercare un ruolo per l'Unione europea nel quadro dell'attuazione dell'accordo sullo smantellamento degli impianti nucleari della Corea del Nord in vista dell'importanza cruciale, per gli sforzi futuri per la non proliferazione nucleare, di riuscire con successo a riportare un Paese inottemperante sotto l'ala del Trattato di non proliferazione (TNP);

6. esortare l'Alto Rappresentante dell'Unione europea Javier Solana ad applicare metodi innovativi per convincere l'Iran a modificare la sua politica di arricchimento in modo da consentire agli ispettori dell'Agenzia internazionale per

l'energia atomica (AIEA) di supervisionare e verificare la natura pacifica delle sue attività nucleari;

7. incoraggiare il confronto tra i 27 Stati membri dell'Unione europea sull'importanza dei rispettivi deterrenti nucleari di Francia e Regno Unito per la sicurezza dell'Europa;

8. seguire da vicino il processo « Reyavik II » e il piano Hoover relativi all'attuazione di raccomandazioni per politiche dirette alla riduzione significativa di armi nucleari e concernenti la promozione di tutte le necessarie fasi volte a incoraggiare l'obiettivo di lungo periodo di un mondo libero dalle armi nucleari.